

Premier module :

**LES FONDEMENTS
DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA SOCIOLOGIE**

Les fondements de l'économie

PROGRAMME	THÈMES	SUJETS
1. Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	<ul style="list-style-type: none"> Le phénomène de forte croissance apparu après la Seconde Guerre mondiale dans les PDEM doit-il être considéré comme une parenthèse dans l'histoire économique ? (ECRICOME 1996)
	CONSOMMATION (ANALYSE ÉCONOMIQUE DE LA)	<ul style="list-style-type: none"> L'évolution des consommations privées et collectives dans le monde depuis un demi-siècle. (HEC 1993)
	ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> Que nous apprennent les données de l'équilibre des ressources et des emplois sur la situation économique d'un pays ? (Oral ESCP)
2. Le financement	MONNAIE	<ul style="list-style-type: none"> Quels sont les enjeux du débat sur la neutralité de la monnaie ? (Oral ESCP)
	MODES DE FINANCEMENT	<ul style="list-style-type: none"> L'épargne et le crédit dans le financement de la croissance (ECRICOME 1990)
3. Les grands courants de l'analyse économique depuis le XVI ^e siècle	VALEUR	<ul style="list-style-type: none"> Les courants de pensée classique et néo-classique permettent-ils de décrire et d'expliquer les principaux traits des économies développées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ? (HEC 1996) Toute crise n'apparaît-elle pas aussi comme une crise de l'analyse économique ? (ESSEC 1998)



LES MOTS-CLÉS

Index analytique : notions et mécanismes

Capital social – dépenses défensives – effet de cliquet – effet de levier – effet d'éviction – **équilibre emplois-ressources** – fonctions de consommation – loi psychologique fondamentale – modèles bancaires – multiplicateur keynésien – paradoxe de l'eau et du diamant – partage de la valeur ajoutée – postulat de Schmidt – préférence pour la liquidité – revenu permanent – société de consommateurs – société de consommation – société des consommateurs – statuts juridiques des entreprises – taux d'intérêt – **valeur**

Index historique : dates et statistiques

Bubble Act – Code du commerce – coefficients budgétaires – **croissance économique** – économie souterraine – fonds souverains – Michelin – PIB par habitant – quatre D – rapport Boskin – RNB par habitant – Rothschild – Saint-Gobain – Siemens – Société Anonyme – soldes de financement – taux d'équipement des ménages américains – travail domestique – Union générale

Index nominatif : acteurs et auteurs

Aglietta – Bairoch – Bonnot de Condillac – Boukharine – Boulton – Cagan – Colbert – Drahi – Duesenberry – Easterlin – Engel – Fourastié – Friedman – Germain – Girard – Jevons – Keen – Kennedy Robert – Keynes – Kuznets – Labrousse – Lénine – Lepage – Machlup – Maddisson – Malthus – Marx – Meade – Menger – Milken – Mugabe – Orléan – Pareto – Perroux – Petty – Putnam – Quesnay – Reinhart – Ricardo – Rioux – Rogoff – Rostow – Sauvy – Say – Smith – Stone – Turgot – Verley – Walras – Zola

Produit intérieur brut

Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels ». Encore faut-il définir un contenu pour cet indicateur. Le PIB reste à cet égard, malgré ses limites, l'étalon privilégié de la production à l'échelle macroéconomique. Pour que la croissance économique soit synonyme d'une amélioration du niveau de vie, il est impératif qu'elle excède la croissance démographique. Les Pays-Bas sont la première société à connaître un tel phénomène, comme le note Henri Lepage (*Demain le capitalisme*, 1978) : « Pour la première fois dans l'histoire connue de l'humanité, un pays se trouvait en mesure d'offrir un niveau de vie croissant à une population croissante, et cela un siècle avant que se manifestent les premiers signes réels de la Révolution industrielle. » La tendance se confirme à partir du XIX^e siècle.

Croissance annuelle moyenne

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998	1998-2008
PIB en volume	0,93	2,11	1,85	4,91	3,01	4,4
Population mondiale	0,4	0,8	0,93	1,92	1,66	1,3
PIB/habitant	0,53	1,31	0,92	2,99	1,35	3,1

Source : A. Maddison et organismes internationaux

Ainsi, le PIB mondial par habitant est multiplié par 5 entre 1800 et la Seconde Guerre mondiale, et encore par 6,5 jusqu'à la fin du XX^e siècle.

Un instrument de mesure incontournable de l'activité économique

- La mesure du PIB permet d'évaluer la croissance.

Croissance du PIB (en % annuel moyen)

Années	États-Unis	France	Allemagne	Royaume-Uni	Japon
1820-1870	4,2	1,3	2	2	0,3
1870-1913	3,9	1,6	2,8	1,9	2,3
1913-1950	2,8	1,1	1,1	1,2	2,2
1950-1973	3,9	5	6	3	9,2
1973-1992	2,4	2,3	2,3	1,6	3,8

Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, 1995

Ces statistiques sont établies en volume, une fois déduite l'inflation, ce qui présuppose que la mesure de ce phénomène soit fiable. Or, le rapport Boskin, publié en 1996 à la demande du Sénat américain, révèle que la hausse des prix est surévaluée à raison de 1,1 % par an en moyenne. Si l'on fait abstraction de ce problème méthodologique, le tableau ci-dessus confirme que les « Trente Glorieuses » (Jean Fourastié, 1979) constituent en France, comme en Allemagne ou au Japon d'ailleurs, une parenthèse exceptionnelle à l'échelle de l'histoire économique sur la longue durée. En revanche, ce que les Anglo-Saxons qualifient rétrospectivement de « *golden age* » de part et d'autre de l'Atlantique apparaît comme une période relativement moins singulière, car égalée dans un passé plus ou moins lointain.

On retrouve ce contraste quand on analyse l'évolution du niveau de vie à travers celle du PIB par habitant, notamment à l'échelle de l'Europe.

Taux de croissance du PIB/habitant (en % annuel moyen)

Années	France	Allemagne	Royaume-Uni
1820-1870	0,85	1,1	1,3
1870-1913	1,45	1,6	1
1913-1950	1,1	0,2	0,9
1950-1973	4	5	2,4
1973-1998	1,6	1,6	1,8

Source : A. Maddison (2001)

Notons que cet indicateur constitue une mesure approximative du revenu par habitant. Ainsi, en restant dans le cadre de l'Union européenne, le revenu national brut par habitant, lui est supérieur de 27,8 % au Luxembourg, de 21,5 % en Irlande, et de 7,4 % à Chypre. On pourrait en déduire que ce classement reflète celui de l'attractivité fiscale... En effet, à l'opposé, on trouve la Suède (-2,6 %), le Danemark ou... la France (-1,9 %).

- L'harmonisation des normes comptables favorise aussi les comparaisons dans l'espace.

En 1995 est mis en place un « système européen de comptabilité » qui tend à harmoniser les normes comptables, suivant ainsi les recommandations établies à l'échelle de l'ONU.

Pays	1900	2010
Luxembourg	134,1	169,3
Allemagne	81,4	79,6
France	76,4	70,7
Chine	3,5	15

PIB/habitant. États-Unis = 100 (en \$ constants de 2005 PPA)

On constate que le niveau de vie mesuré en France, après avoir convergé relativement vers les standards américains jusqu'au début des années 1980, s'en est éloigné depuis. Il en est de même, dans une moindre mesure, en Allemagne. Par ailleurs, la convergence observée en Chine, exceptionnelle en termes de PIB, est évidemment relativisée par son poids démographique. D'un point de vue méthodologique, la limite tient ici à la crédibilité que l'on voudra bien accorder à des taux de change définis en PPA.

Des limites « externes » et « internes »

- La mesure du PIB ne prend pas en compte l'ensemble des activités.

On reproche au PIB de sous évaluer le champ des activités économiques, ne prenant en compte ni les activités domestiques, non monétaires, ni les activités souterraines, monétisées mais non officielles car illégales. Concernant la première de ces catégories, Alfred Sauvy disait que s'il épousait sa femme de ménage, il ferait baisser le PIB... Dans une étude publiée en 2012, l'Insee estime à environ 60 milliards d'heures annuelles ce travail, ce qui, rémunérées au SMIC, représente à peu près 1/3 du PIB. Quant à l'économie souterraine, son poids en % du PIB varie d'un pays à l'autre, même en excluant les PED où elle reste structurellement très présente.

Poids de l'économie souterraine (en% du PIB)

Année	États-Unis	Japon	Pays-Bas	Allemagne	France	Italie	Grèce
2010	7,8	9,7	10,3	14,7	11,7	22,2	25,2

■ Le PIB ne peut pas être considéré comme un indicateur de bien-être.

Et il n'a d'ailleurs pas vocation à l'être. Ainsi, les guerres permettent de relancer la croissance en dopant les dépenses militaires : les États-Unis ne sortent véritablement de la dépression des années 1930 qu'après s'être engagés dans la Seconde Guerre mondiale en 1941. Pourtant, sans évoquer les drames humains, les conflits détruisent du patrimoine, et donc une production antérieure cristallisée en richesses matérielles. De plus, cette destruction induit encore par la suite de la croissance *via* des dépenses qualifiées de « défensives » par James Tobin et William Nordhaus, lesquelles n'ont pour objet que la réparation des dégâts antérieurs (reconstruction, mais aussi dépollution ou antidépresseurs). Ce n'est certainement pas un hasard si les lignes qui suivent, extraites d'un discours de Robert Kennedy prononcé le 18 mars 1968 à l'université du Kansas, moins de trois mois avant son assassinat, sont lues en pleine guerre du Vietnam.

« Notre PIB prend en compte, dans ses calculs, la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur nos routes. Il comptabilise les systèmes de sécurité que nous installons pour protéger nos habitations et le coût des prisons où nous enfermons ceux qui réussissent à les forcer. Il intègre la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que leur emplacement par un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il comprend la production de napalm, des armes nucléaires et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise la fabrication du fusil Whitman et du couteau Speck, ainsi que les programmes de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets correspondants à nos enfants.

En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. Il ne dit rien de notre sens de la compassion ou du dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue. »

Quelques années plus tard, Richard Easterlin (« *Does economic growth improve the human lot?* », dans Paul A. David et Melvin W. Reder, *Nations and households in economic growth: Essays in honor of Moses Abramovitz*, 1974) établit un « paradoxe » : la satisfaction ressentie par les individus ne progresse pas au rythme du PIB dans la mesure où les aspirations s'élèvent également, sauf pour ceux dont le niveau de vie s'écarte de la moyenne, ce qui conforte la relativité du bonheur ainsi perçu.

Robert D. Putnam, après avoir fondé sa notion de capital social en 1955 (« *Bowling Alone, America's Declining Social Capital* », *The Journal of Democracy*), repère un déclin de celui-ci dans la seconde moitié du XX^e siècle :

« La participation aux ligues de jeu de quilles est en déclin. On compte plus d'Américains qui ont joué aux quilles en 1998 que de citoyens qui ont voté. Cette activité a connu une croissance d'environ 10 % au cours de la dernière décennie. Cependant, la participation aux ligues de quilles, autrement dit au jeu pratiqué en équipe, a diminué de 40 % durant la même période. [...] La raison pour laquelle j'ai choisi l'exemple des ligues de quilles est le sens que revêt leur déclin : nous avons perdu une occasion de discuter avec des proches de questions d'intérêt commun et d'affaires communautaires. [...] C'est fondamentalement ce qui arrive ou n'arrive plus à la démocratie américaine : nous avons de moins en moins l'occasion de discuter sérieusement avec des gens que nous connaissons bien. [...] Nous devons inventer des institutions adaptées à notre façon de vivre, tout en recréant de véritables liens collectifs. Voilà un des grands défis de notre temps. »

[*Lien social, et politiques*, n° 41, 1999]

Corrélat consommation (analyse économique de la), consommation (sociologie de la), croissance économique, développement durable, inflation, taux de change